

Faire se rencontrer les jeunes.

Au lendemain de l'élection présidentielle et à la veille des élections législatives, médias, partis et commentateurs n'ont eu de cesse de regretter l'abstention ou la part importante de vote à l'extrême-droite, notamment chez les jeunes. Il est possible de s'en désoler, mais il serait plus judicieux de regarder dans le précédent quinquennat pourquoi ces deux phénomènes continuent d'augmenter et ce qu'il serait possible de faire pour permettre aux jeunes de se réinvestir dans la vie citoyenne et la démocratie.

Ce texte vise à donner quelques éléments de compréhension mais surtout à décrire le programme ambitieux que nos organisations portent et qui pourrait être mis en place pour sortir de cette grave crise démocratique.

Au cours des cinq dernières années, la principale politique publique sur l'engagement des jeunes a consisté en la mise en place du Service National Universel (SNU). Si nous partageons complètement l'un de ses objectifs : favoriser la rencontre des jeunes de France et des territoires ultra-marins, sa forme autoritaire et qui flatte une certaine forme de patriotisme ne peut leur permettre de vivre une importante étape vers un engagement citoyen.

Depuis bien plus d'un siècle, les associations d'éducation populaire savent que se construire en citoyen ne se résume pas à quelques jours de cours imposés sur ce que sont les valeurs de la République. Se construire en citoyen est d'abord un parcours long et parfois sinueux qui permet à chaque jeune d'éprouver dans sa vie, dans des temps scolaires et extra-scolaires ce qui fait la force de notre pays : la liberté, l'égalité et la fraternité. La république doit se vivre au quotidien plutôt que s'instruire au SNU.

Les dispositions relatives au SNU inscrites dans le code du service national doivent être abrogées.

Le SNU en vigueur qui a montré ses importantes limites lors des deux périodes d'expérimentation, ne permet pas, sauf exception, de créer des mixités, de construire des moments d'apprentissage au faire-ensemble, c'est-à-dire décider et agir collectivement. Il impose, ordonne, range et ne s'adresse qu'à une partie minoritaire des jeunes (intéressés par les uniformes ou désireux de cadres stricts). Le SNU pensé comme un dispositif faisant appel à des prestataires extérieurs ne donne à voir qu'une illusion de ce que doivent être la citoyenneté, l'engagement et la participation à la vie démocratique. Il construit une bulle où règles et modules de formation sont plaqués.

A l'opposé de ces conceptions sécuritaires et, si on n'y prête pas attention, de dérives dangereuses, nous souhaitons mettre en place un parcours émancipateur basé sur des pédagogies de la rencontre des jeunes, rendant possibles les mobilités, l'altruisme, le soin des autres notamment des plus vulnérables, de soi et de la planète. Il doit s'inscrire dans les missions éducatives de l'Etat et donc s'appuyer sur des services de l'Etat à même de remplir leurs missions, disposant des moyens humains et financiers à la hauteur des enjeux. Il doit créer pour tous les jeunes de France les conditions pour être entendus, pouvoir agir, voyager, découvrir l'Europe, le Monde, s'engager pour des causes citoyennes, solidaires, environnementales, contre les discriminations et pour l'égalité. La dimension collective y est importante, on ne fait pas société seul.e. en n'écoulant que ses désirs ou ses pulsions.

Un tel programme ne peut se mettre en place qu'avec les associations, fédérations, syndicats et mouvements de jeunes, qu'avec les actrices et les acteurs qui travaillent avec les jeunes dans les territoires. Nous défendons l'idée de permettre à des jeunes de s'expérimenter, de vivre avec d'autres dans un espace libre, de débattre et d'échanger mais surtout de faire. Nous souhaitons que les jeunes puissent décider de ce qui les concerne. L'environnement éducatif sécuritaire et contraint que rencontrent les enfants et les jeunes dans plusieurs dispositifs censés

les accompagner ne fait que renforcer l'idée que leurs combats et souhaits pour l'avenir du pays, de l'Europe et donc du Monde ne sont pas prises en compte par les décideurs et les autorités, décident à leur place.

Pour permettre à que chaque jeune s français puisse vivre la république, éprouver la liberté, l'égalité et la fraternité nous proposons que le programme s'adresse à toutes et tous entre 11 et 25 ans sur les temps scolaire et extra-scolaire. Le parcours peut et doit reprendre des étapes symboliques de prise de responsabilité et des expériences de rencontres et de mixités : classes de découverte, séjours collectifs, correspondances scolaires, parcours BAFA, coopérations européennes et internationales, etc. Comme pour l'école, le programme s'appuie sur des financements d'Etat, il doit permettre l'émergence de tiers-lieux sur l'ensemble des territoires, urbains comme ruraux, où les jeunes auront une place singulière pour créer des rencontres. Le programme doit impulser une dynamique positive, volontaire et riche de mixité des jeunes sur un temps long, là où le SNU contraint sur une très courte durée. Il s'agit, pour nous, de construire des lieux mettant en œuvre des pédagogies de la rencontre et du faire-ensemble, plutôt que d'imposer encore une fois une forme scolaire qui a montré ses limites.

Janusz Korczak disait en 1919 : « A force d'être gavés de paroles édifiantes, de nombreux enfants finissent par prendre en aversion la vertu ; laissons-les découvrir eux-mêmes, graduellement, les bienfaits et les douceurs de l'altruisme ». La guerre en Ukraine et l'extrême-droitisation du débat public nous obligent à nous replonger dans ces années d'entre-deux guerres, et donc à proposer avec force la mise en place d'un parcours, véritable programme inclusif, permettant aux jeunes de se rencontrer sans contrainte, ni obligation et de (re)trouver les chemins de l'émancipation et de la citoyenneté.

Signataires :

- Malik Salemkour, président de la Ligue des Droits de l'Homme ;
- Jean-Baptiste Clérico, directeur général des Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education active (Cemea) ;
- Chloé Corvée, présidente de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)
- Christian Eyschen, Secrétaire général de la Libre Pensée
- Philippe Meirieu, président des Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education active (Cemea), professeur honoraire en sciences de l'éducation ;
- Anne-Marie Harster, présidente de Solidarité laïque ;
- Colin Champion, coresponsable du Forum français de la Jeunesse (FFJ) ;
- Nelly Vallance, présidente du Mouvement rural de Jeunesse chrétienne (MRJC) ;
- Nathalie Monteiro et Véronique Marchand, coprésidentes de la Confédération nationale des Foyers ruraux (CNFR)
- Arnaud Tiercelin, Lucie Bozonnet, Yann Renault, coprésident.es du Comité pour les Relations nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d'Education populaire (Cnajep) ;
- Frédéric Marchand, secrétaire général de l'UNSA Education ;
- Marie-Christine Bastien et Catherine Tuchais, cosecétaires générales du syndicat Education, Pluralisme, Action solidaire EPA-FSU ;

- Suzanne Chevrel, présidente des Eclaireuses et Eclaireurs unionistes de France ;
- Michèle Zwang-Grillot, présidente de la Ligue de l'Enseignement ;
- Tarik Touahria, président de la Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) ;
- Carla Dugault, coprésidente de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves nationale (FCPE) ;
- Imane Ouelhadj, présidente de l'Union nationale des Etudiants de France (Unef).